

Réaménagement au

Gouvernement

L'ÉCONOMIQUE

LE DICTE

L'euro à 390 UM au marché parallèle, la tonne de ciment à 46000UM, les pétroliers qui manœuvrent pour étendre la hausse au prix des hydrocarbures à la pompe, ce sont là, des aspects criards de la fambée des prix qui concerne également les denrées de première nécessité que le ménage mauritanien, quel que soit son standing, ressent de plus en plus.

Ces contre-performances économiques ajoutées à une certaine mollesse affichée dans la poursuite de la campagne d'assainissement de l'Administration et le tout dernier scandale de la commission nationale des bourses sonnent le glas de l'équipe gouvernementale constituée le 13 novembre 2003. Après la période de grâce -qui commence tout de même à durer- c'est l'heure des comptes. Et c'est

curieux qu'un tel réaménagement au niveau de l'équipe de Me Sghair Ould Mbareck ne soit dicté ni par un blocage politique, ni une fronde du front social, et encore moins par des impératifs de dosages ou de représentativité. Ce sont les urgences économiques, à elles seules, qui le dictent.

~~Car en lieu de l'unanimité, du consensus~~

~~mou, de la recherche de bonne conscience, ne convient-il pas d'éviter que le fossé ne se creuse davantage entre le gouvernement et une opinion de plus en plus déçue par les contre-performances économiques de l'équipe aux commandes.~~

D'ailleurs conscient de la situation le Premier ministre avait récemment tancé vertement l'Administration en vue d'une réhabilitation morale du service public, pour le bien-être du pays et la quiétude de ses citoyens. Un tel penchant apprécié à sa juste valeur par des mauritaniens honnêtes a été vite perçu par des pans importants de cette même administration comme un faux fuyant. Avec des réflexions désobligeantes distillées ça et là. N'empêche que dans la conjoncture actuelle ce remaniement n'ira certainement pas jusqu'à la remise en cause des choix gouvernementaux, mais tachera de mettre à l'avant la technicité et l'efficacité. Un remaniement qui ne conduira pas attendons-nous-y, à une reconfiguration du paysage politique. Car ce n'est pas avec le politique que nous avons des problèmes. Nous l'avons avec le reste.

